

Où en est la crise dans la zone Euro ?

lundi 21 mai 2012, par [GEORGIYOU Christakis](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2012).

Sommaire

- [Les trois causes d'une stabili](#)
- [L'aide, liée aux attaques](#)
- [Une austérité plus souple ?](#)

Il y a un mois et demi à peu près, la remontée des taux d'intérêt sur les obligations d'Etat espagnoles à un niveau légèrement au-dessus de 6 % a rappelé à pas mal de monde que la crise dans la zone euro n'était pas finie. Les scrutins électoraux du dimanche 6 mai ont confirmé la même chose d'une autre manière.

Il est vrai que, comparés au dernier trimestre de 2011, et en particulier au paroxysme atteint au moment de la démission des gouvernements grec et italien au début du mois de novembre, les quatre premiers mois de cette année ont ressemblé à une croisière tranquille dans des eaux bien calmes.

Les trois causes d'une stabilisation provisoire

La situation s'est stabilisée, et ceci est le résultat d'une série d'éléments. Le plus important d'entre eux a été le programme de refinancement à trois ans et à un taux d'intérêt de 1 % seulement des banques du continent mis en place par la Banque centrale européenne (BCE) en décembre et en février derniers. Cette intervention de la BCE a mis fin, temporairement, à une situation critique qui menaçait de replonger l'économie mondiale dans le rouge. Entre le mois d'août et l'intervention de la BCE, une situation de resserrement du crédit (*credit crunch*), similaire à celle qui a suivi l'implosion de Lehman Brothers en septembre 2008, s'était développée en Europe. L'annonce d'un défaut partiel de la Grèce en juillet 2011 a semé le trouble chez les investisseurs et a installé à nouveau le doute quant à la solvabilité des banques européennes. L'intervention de la BCE a permis de dissiper ces doutes et de gagner un peu de temps pour la zone euro.

Le deuxième élément a été le renforcement des mécanismes de soutien financier et de discipline budgétaire. Les gouvernements européens ont décidé d'avancer d'un an (à la mi-juillet) la création du Mécanisme européen de stabilité (MES) et de cumuler ses ressources avec celles du Fonds européen de stabilité financière (FESF) - pour un total de près de 800 milliards d'euros. En parallèle, le FMI a réussi à lever 430 milliards de dollars supplémentaires, ce qui constitue un signal envoyé aux investisseurs financiers que les « digues » potentielles ont été renforcées. Et le pacte budgétaire voulu par Berlin et signé début mars marque un durcissement qualitatif de la pression exercée sur les gouvernements européens pour réduire leurs déficits budgétaires.

Le troisième élément a été l'installation dans les pays méditerranéens de gouvernements déterminés à appliquer des mesures de rigueur et des réformes dites structurelles. A cet égard, le changement le plus important est le remplacement de Silvio Berlusconi par Mario Monti en Italie, mais surtout le fait que les réformes entreprises par ce dernier n'ont pas encore suscité d'opposition capable de les battre en brèche. Parmi ces mesures figurent une réforme des retraites très douloureuse pour les

travailleurs italiens et un projet de flexibilisation du marché du travail.

C'est ce qui explique que durant les mois de mars et avril l'attention s'est déportée vers l'Espagne. Le nouveau gouvernement espagnol est d'abord revenu sur ses engagements de réduction du déficit budgétaire, puis a dû faire face à une mobilisation impressionnante des travailleurs espagnols (avec des taux de participation record) contre la réforme du Code du travail. Ces deux développements ont mis en cause la stratégie du gouvernement espagnol et ont à nouveau fait repartir à la hausse les taux d'intérêts sur les emprunts publics espagnols.

L'aide, liée aux attaques contre les salarié·e·s

La situation en Espagne est révélatrice de la dynamique de développement de la crise en Europe. L'Espagne applique essentiellement la même stratégie que les autres pays qui sont dans le collimateur (Grèce, Irlande, Portugal, Italie). La compétitivité de tous ces pays au sein de la zone euro s'est fortement dégradée depuis une décennie. Leurs déficits commerciaux et par conséquent leur endettement international (essentiellement auprès des investisseurs nord européens et français) se sont envolés. Quand la crise a frappé, l'endettement s'est concentré sur le secteur public - par le biais des sauvetages des banques et des effets de la récession sur les finances publiques - et ceci a posé la question de la solvabilité des Etats eux-mêmes. Il fallait faire quelque chose, puisque les laisser faire défaut et provoquer une dépression économique jamais vue n'était pas envisageable. Or, entre les Européens, il n'y avait pas accord sur ce que ce quelque chose devait être, ni d'institutions paneuropéennes suffisamment centralisées pour imposer une solution forte dès le début. Une ligne dure (prônée par les pays nord-européens, dont le chef de file est l'Allemagne) s'est en grande partie imposée. Elle consiste à maintenir les aides financières extérieures (la « solidarité européenne ») au minimum (à peine le nécessaire pour éviter des « défauts désordonnés ») et obliger les gouvernements à ajuster leurs économies de façon à redevenir compétitives, résorber leurs déficits commerciaux dans un premier temps et leur endettement dans un deuxième.

Ces aides financières et économiques extérieures sont tout de même assez significatives. La position de l'Allemagne a beaucoup évolué depuis le début de 2010, lorsque son ministre de l'Economie déclarait que pas un centime ne serait dépensé pour aider la Grèce. A part l'argent prêté à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande, l'Allemagne a aussi accepté le principe de la recapitalisation par de l'argent européen en dernière instance des banques du continent. Le dernier paquet d'aide à la Grèce a mis en application ce principe, puisque quelques 35 à 40 milliards d'euros sont destinés à la recapitalisation des banques grecques, principal créancier privé de l'Etat grec. Le sommet européen de fin octobre a aussi prévu qu'en cas d'incapacité des Etats membres de l'UE de recapitaliser leurs banques insolubles, le FESF pourrait intervenir, ce qui équivaldrait à une recapitalisation par une autorité paneuropéenne. De même, le système « Target2 » de compensation de la BCE montre que depuis 2008, les crédits accordés par la Bundesbank (la banque centrale allemande) aux banques centrales des pays méditerranéens ont beaucoup augmenté, ce qui constitue un soutien indirect allemand aux banques des pays du sud de l'Europe. Enfin, malgré sa tradition ultra-rigoureuse de gestion économique, le gouvernement allemand a récemment accordé des hausses de salaire aux travailleurs du secteur public, accepté de laisser courir l'inflation allemande à un niveau supérieur aux taux des pays du sud de l'Europe et Angela Merkel soutient désormais même la revendication d'un salaire minimum. Il s'agit là d'une série de mesures qui visent à stimuler légèrement la demande domestique allemande, ce qui permettra d'absorber davantage d'exportations sud-européennes et de favoriser la restauration de la compétitivité des pays du sud de l'Europe.

Cependant, le gros des efforts d'ajustement dans la stratégie imposée par l'Allemagne et ses alliés devra être mené par les pays du sud. En gros, l'aide économique venant des pays du Nord est

beaucoup moins importante que les attaques contre le niveau de vie des travailleurs dans le sud. C'est pourquoi la variable critique pour déterminer la réussite de cette stratégie est la capacité des gouvernements des pays du sud de l'Europe (et de l'Irlande) à imposer la rigueur et des réformes structurelles à leurs travailleurs. D'où la différence entre un pays comme l'Irlande et un autre comme la Grèce. Là où la résistance a été forte (quinze journées de grève générale en Grèce par opposition à quelques manifestations nationales en Irlande), le bras de fer se poursuit. La perspective que le virus de la résistance contamine les autres pays du sud de l'Europe - d'autant plus que par la taille de leurs économies, leur importance est qualitativement plus grande que celle de la Grèce - est ce qui alimente la crise encore aujourd'hui.

Une austérité plus souple ?

C'est aussi la vigueur de l'opposition contre les mesures d'austérité qui explique les résultats électoraux du dimanche 6 mai, en France, en Grèce, mais aussi au Schleswig-Holstein dans le nord de l'Allemagne. Dans chaque scrutin, les forces politiques identifiées à l'austérité ont reculé, en fonction de la gravité de la situation dans chaque pays. Ainsi, en Grèce c'est bel et bien un effondrement du système partisan en place depuis la fin de la dictature des colonels en 1974 qui s'est produit. Sentant le vent tourner, déjà avant les résultats, des signes d'un assouplissement de la stratégie imposée par Berlin ont été émis par des hauts responsables européens. Le commissaire pour les affaires économiques Olli Rehn a déclaré que la Commission était favorable à la proposition de François Hollande d'un pacte de croissance, tout comme l'a fait le président de la BCE Mario Draghi. Idem pour le gouvernement allemand, dont le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a également déclaré dans une interview qu'il était normal que l'Allemagne accorde des hausses de salaire et que cela participait d'une solution à la crise européenne.

Or tout ce beau monde ne s'accorde pas sur ce qu'un pacte de croissance devrait contenir. Les « faucons » de l'austérité entendent par là surtout des mesures de flexibilisation du marché du travail, les autres - dont le nouveau président français - veulent aussi des solutions qui favoriseraient l'investissement dans les pays méditerranéens (comme des « project bonds », c'est-à-dire des emprunts publics souscrits collectivement par les gouvernements européens et utilisés pour financer des investissements publics dans des projets d'infrastructures). Mais tous acceptent la nécessité des mesures d'austérité, même si certains veulent les assouplir.

Quel que soit donc le degré d'assouplissement de la stratégie fondée sur l'austérité, celle-ci ne sera pas substantiellement remise en cause. Dans ces conditions, le processus de crise politique en Europe continuera à se développer. Et la gauche radicale aura un rôle central à jouer et des opportunités à saisir.

Christakis Georgiou

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidarités » n° 208 (17/05/2012). Titre et intertitres de la rédaction.
<http://www.solidarites.ch/>